

# Un beau budget social-démocrate

**Le budget 1982 illustre parfaitement la conception social-démocrate du « socialisme ». Dans ce cadre limité, c'est un très bon budget. Mais est-ce cela que l'on peut attendre du socialisme ? Est-ce même cela qui nous sortira de la crise du capitalisme ?**

La social-démocratie a fleuri sur un terreau économique précis : celui du « fordisme ». L'organisation capitaliste du travail permettait d'extorquer aux travailleurs d'énormes gains de productivité. En revanche, en dehors des entreprises, était concédée à ces travailleurs une hausse de la consommation qui, à son tour, fournissait des débouchés croissants à l'industrie. La social-démocratie peut alors être conçue comme un jeu obéissant aux règles suivantes :

— Ayant apparemment le pouvoir politique (par le biais de ses représentants de gauche), la classe laborieuse pourrait « faire payer les riches ».

— Mais les capitalistes garderaient seuls, avec leur argent, le pouvoir économique de créer des emplois pour les salariés et organiser leur travail.

Les théoriciens des jeux montrent que celui-ci admet un équilibre : le gouvernement socialiste ne doit pas trop pressurer le capital pour que celui-ci investisse assez et que soit sauvagardé l'emploi. Les marxistes remarquent que, comme par hasard, l'équilibre est atteint sur un très bon régime d'accumulation pour le capital... à condition que la mécanisation, qui permet les gains de productivité, ne deviennent pas elle-même trop coûteuse pour le capital. Le jeu dès lors

n'admet plus d'équilibre : c'est la crise (voir mon article du n° 31).

Pour les sociaux-démocrates au contraire, la crise naît d'exigences excessives de la part d'un adversaire : dans le cas français, la droite au pouvoir aurait trop pressuré les masses populaires, étouffant la croissance de la consommation (ce n'est pas faux, mais pas suffisant). Dès lors, il faut utiliser le pouvoir de gauche pour relancer la consommation populaire. Mais les socialistes français ne sont pas seulement sociaux-démocrates : ils sont aussi modernistes, moralistes, étatistes et dirigistes. Ils pensent aussi (et non sans raison cette fois encore) que, par incomptances et turpitude, les capitalistes français ont été incapables de diriger correctement leurs profits sur les bons investissements.

Le budget 82 reflète cette idéologie complexe : principalement social-démocrate, avec quelques touches plus interventionnistes.

## La relance populaire

Par la hausse du SMIC, par la hausse des transferts sociaux, le gouvernement espère augmenter la consommation des ménages de 2,5 % (en termes réels) en 82. Les dépenses



publiques directes augmenteront elles de 4,5 %. Devant cet appel d'air, l'investissement, espère-t-on, augmentera de 2,3 %. Et si les exportations augmentent encore de 5 %, on espère une croissance globale de 3,3 %. Avec la réduction de la durée du travail, cela compensera la hausse de la productivité : on espère enfin enrayer la hausse du chômage. Telle est la logique de la relance populaire.

Pour atteindre ce résultat, le budget 82, s'ajoutant à la « rallonge » de juillet 81, ne lésine pas : 27 % d'augmentation des dépenses en francs courants. Le plus gros paquet : 30 % d'investissements publics, essentiellement dans le logement social et la recherche. Déjà la double face : sociale et moderne. Ces dépenses entraîneront en effet des créations d'emplois utiles, socialement ou productivement. Peut-être plus spectaculaire encore (quoiqu'au total moins coûteuse) est la hausse des transferts sociaux : minimum vieillesse porté de 1 415 à 2 000 F, revalorisation de 50 % des prestations familiales, paiement partiel des cotisations sociales des smicards par le budget de l'Etat : on donne aux pauvres... mais en donnant aussi aux riches de quoi embaucher les pauvres. Et pour être plus sûr que cette relance de la demande créera des emplois, on embauche directement 84 000 fonctionnaires, toujours dans les domaines sociaux, sur le terrain : éducation nationale et santé. Plus des subventions à la création de 22 000 emplois « locaux, sociaux et culturels » (le budget de la culture double ! Mais deux fois zéro égale zéro).

Jusqu'ici, classique social-démocratie, tout à fait défendable d'ailleurs. « Qui paiera ? » grince *Le Figaro* devant ces nouveaux fonctionnaires. Les nouveaux embauchés se recrutant chez les chômeurs, on a envie de répondre « Avant ils ne vivaient pas de l'air du temps. Qui payait ? ». Leurs parents ou les allocations de chômage, à ne rien faire. Demain l'Etat les paiera à des tâches d'utilité sociale. Mais à leur tour ils paieront des cotisations, consommeront, etc., bref, contribueront à relancer la machine.

Et c'est ici que, normalement, les patrons interviennent, en embauchant. Mais voilà. Une décennie de libéralisme et de facilités a déchiré le tissu productif français : la relance de la consommation va profiter aux capitalistes d'à côté. D'où la dévaluation du franc, à mon avis dès l'origine indispensable, et rendu inévitable par la relance. Mais ce n'est qu'une mesure à court terme ; à moyen terme il faut... aider les patrons à créer nos emplois ! Soit : + 50 % d'aides budgétaires à l'industrie, 34 milliards, plus que le logement ! Et pour que les emplois créés (ou maintenus) soient compétitifs, triplement du budget de recherche, essentiellement orienté vers l'innovation industrielle.

Je pose la question : et si Barre avait fait ça ? On aurait hurlé à l'argent des contribuables dans la poche des patrons ! D'ailleurs il ne l'a pas fait. Barre aidait le Capital (y compris à s'expatrier), Mauroy aide l'Industrie : c'est toute la différence ! Mais quand même... On y reviendra.

### Faire payer les improductifs

Mais qui va payer toutes ces dépenses ? Et bien on prévoit 3,3 % d'expansion grâce à la relance. Avec l'inflation attendue, les recettes augmentent automatiquement de quelques 17 %. Et le reste ? L'Etat devra emprunter, en comptant sur l'expansion des années suivantes pour rembourser. Rien que de très orthodoxe : tous les grands pays font ça depuis des années, et, grâce à l'austérité barriste, si l'Etat français n'a pas créé d'emploi, il ne s'est pas non plus endetté. Mais un « trou budgétaire » de plus de 100 milliards aurait fait mauvais effet : on a donc prévu des recettes nouvelles. Et c'est leur choix qu'il faut examiner.

D'abord, très contestées : les « recettes de poche ». Alcool, tabac : le vice doit payer, rien à dire. Plus contestables sont celles qui frappent l'automobile : vignette (2,15 milliards) et essence (6,7 milliards). Là on va gueuler, car beaucoup de travailleurs sont obligés d'utiliser leur automobile, vu l'état des transports en commun, qui ne changera pas du jour au lendemain. Pourtant, à tout prendre, la bagnole est de longue date outrageusement favorisée. Pour une fois, A. Sauvy a raison, qui fait remarquer qu'alors que le prix du fuel domestique (autrement indispensable !) a été multiplié par 7,5 depuis 1973, l'essence ne l'a été que par 3,5.

Ensuite, les surprofits et rentes : impôts sur les banques (qui ont profité de la hausse des taux d'intérêt), réduction de la déduction sur les revenus financiers et immobiliers, prélevement sur les compagnies pétrolières qui exploitent des gisements en France : tous ces profits acquis « sans effort » sont taxés. Ca fait 3,35 milliards. Ajoutons un impôt sur les frais généraux des entreprises (5 milliards) et la lutte accrue contre la fraude (3 milliards) : la richesse « immorale » et improductive est enfin attaquée.

Restent des gros morceaux : le « prélevement de solidarité » et l'impôt sur la fortune, mesures typiquement redistributives des riches vers les pauvres. Mais c'est là que les règles du jeu social-démocrate imposent leurs limites.

Le « prélevement de solidarité », auquel s'ajoute le plafonnement du quotient familial, (total : 7,5 milliards) est un impôt sur les hauts revenus, destiné à financer les allocations chômage. Le

principe est excellent : la solidarité à l'égard des chômeurs n'a aucune raison de ne concerner que des salariés du privé, et il n'y a aucune raison de ne l'étendre qu'aux fonctionnaires. Concrètement, et inflation déduite, un couple avec deux enfants commence à payer 5 % de plus « dès » qu'il gagne 200 000 F (8 000 F par mois et par adulte) ce que touche déjà une partie de la base électorale du P.S\*. A 500 000 F par an, il paiera 22 % de plus. On aurait pu faire payer davantage les riches : mais la solidarité, c'est inéluctable, touche les « classes moyennes ». Première barrière politique à la redistribution de la social-démocratie.

L'impôt sur la fortune se heurte à une barrière plus grave : la règle du jeu elle-même. Il s'agit de faire payer les riches, non en fonction de ce qu'ils gagnent, mais en fonction de ce qu'ils possèdent. Or, dans le capitalisme, avoir, c'est avoir de quoi exploiter les travailleurs, c'est-à-dire... de quoi les employer. Taxer les hôtels particuliers, les yachts, les tableaux : broutilles. Mais taxer les avoirs industriels, c'est dissuader les riches d'en avoir ! Or la règle de jeu, c'est qu'on leur laisse le rôle social d'employeurs : c'est à eux qu'on reconnaît la propriété de « l'outil de travail », que la tradition socialiste voulait voir revenir, collectivement, aux travailleurs et, à la rigueur, individuellement aux paysans et artisans ! Bref : ils pourront déduire de leur fortune, autre les 3 millions reconnus à chacun (soit une fort belle maison), 2 millions au titre de l'outil de travail. Ce qui n'est pas grand chose pour une entreprise qui utilise des robots, mais qui permet déjà de faire surer pas mal de femmes et d'immigrés sous un hangar. Mais le plus beau, c'est qu'il n'auront rien à payer s'ils utilisent le montant de leur impôt dû... à investir, c'est-à-dire aussi, du point de vue social-démocrate, leur capacité d'embauche ! Bref, si on tire 5 milliards de cet impôt, c'est bien le diable.

### Les limites du jeu

C'est ici qu'on atteint le fond du problème, les limites du jeu social-démocrate. Faire payer les riches dans leurs revenus improductifs et leurs gaspillages, pour donner aux pauvres et ainsi relancer l'économie industrielle : il n'y a pas besoin d'être socialiste pour ça (sauf justement avec une bourgeoisie mesquine comme la notre) : l'éthique chrétienne d'un Delors y suffisait. D'ailleurs, en 69, quand il était conseiller de Chaban, c'était déjà le projet de la « Nouvelle Société », le « modèle nippo-suédois ». Mais faire payer le capital en tant que capital, lorsqu'on attend de lui qu'il crée les emplois, c'est une contradiction insoluble. Et toutes les cajoleries aux PME n'y feront rien.

C'est pourquoi la surenchère de la LCR, qui consiste à jouer le même jeu mais en pariant plus gros (= PC, PS, faites payer le CNPF ! =) est grotesque. Si on fait payer le patronat en tant que tel, il ne peut plus fonctionner comme patronat-embaucheur. Se passer de patrons, c'est une solution, mais alors qu'on le dise et que l'on conquière la majorité sur cette ligne ! La logique du PS (comme la « stratégie anti-monopoliste » du PCF) exclut cette solution là.

Le jeu social-démocrate avait une « bonne » solution quand le fordisme permettait de faire croître, de conserver salaires, profits, investissements et emplois. La crise interdit cette bonne solution. Du « laisser aux patrons de l'argent pour investir », le budget 82 en est déjà passé à « donner de l'argent aux patrons pour qu'ils investissent ». Car la recherche et l'investissement sont devenus trop coûteux pour que les patrons, même avec les profits que leur laissait la politique de Barre, choisissent d'investir, du moins en France. Il est significatif qu'avec cet énorme budget de relance on n'espère pas plus de 3,3 % d'expansion (contre 5 à 8 % avant la crise).

Mais justement, dira la « gauche » de la coalition au pouvoir, le CERES et le PCF, avec les entreprises nationalisées, c'est nous qui l'an prochain commencerons à investir, en fonction de l'intérêt national et non du profit attendu ! Ici, on sort du jeu social-démocrate : l'Etat de gauche se fait directement employeur.

A mon sens, cela ne saurait constituer une alternative à la social-démocratie. Car la reprise, à compte d'Etat, du vieux modèle de développement, se heurte aux mêmes limites : des capitaux de plus en plus énormes secrètent de moins en moins d'emplois, de richesse, sans parler du bonheur de vivre. Les pays de l'Est en ont fait l'expérience. Tout l'argent investi dans les centrales nucléaires manquera pour financer les économies d'énergie (qui, elles, créent des emplois et permettent une réelle prise en charge par les intéressés eux-mêmes de leur mode de vie). Et ne parlons même pas du système de défense national, obéissant à la même logique technocratique, et sans doute (mais c'est un autre sujet) sans offrir une véritable défense, et qui coûtera 117 milliards (à lui seul, plus que le déficit et quinze fois le budget de recherche !)

Reste que la majorité du pays a choisi une majorité social-démocrate, et que c'est un bon budget social-démocrate. A nous de faire en sorte que, le jour où ses limites apparaîtront, une alternative réelle et crédible soit prête.

Alain LIPIETZ

\* Correction au marbre, d'ailleurs ça n'a pas trainé, la barre a été remontée à 250 000 F.